

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'emploi à domicile entre particuliers, première branche professionnelle qui s'engage pour une politique migratoire claire

Paris, le 18 octobre 2023 - **Acteur de la société civile qui fédère les citoyens à l'échelle française (Fepem) et européenne (EFFE), le secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile a organisé, avec l'ensemble des organisations syndicales, une matinée d'échanges labellisée « Année européenne des compétences », à l'occasion de la 3^{ème} édition de la Semaine de l'intégration des étrangers primo-arrivants.**

Le secteur emploie 1,3 million de salariés, et est historiquement porteur d'une grande diversité avec près d'un salarié sur 4 né à l'étranger, représentant 273 000 salariés issus de l'immigration intra et extra communautaire, soit 10% du salariat en France. **Un secteur en tension (Top 5 pour la Dares) : d'ici à 2030, près de 800 000 postes seront à pourvoir en France.**

Face à ces enjeux, les partenaires du secteur ont entamé des expérimentations et réflexions ouvertes et s'engagent dans un plan d'actions d'envergure :

- **La branche a présenté ce jour la convention collective nationale traduite en 5 langues** (française, anglaise, espagnole, arabe et portugaise).
- **Ils ont dévoilé la synthèse de la Conférence de consensus** qui est venue légitimer scientifiquement les expérimentations portées par le secteur ; dont les « **Lab Migration pour l'emploi à domicile** » à Marseille et en Île-de-France. Inédit à l'échelle d'une branche professionnelle, le Lab migration propose ainsi une réponse à la demande, en mettant au point un parcours de formation en matière d'apprentissage du français, d'appropriation des principes et des valeurs de la République ou encore d'accès à l'emploi.

Lors de la matinée, les échanges autour des enjeux du projet de loi Immigration qui divisent et marquent une fracture entre les différents bords politiques, ont été constructifs et ont démontré la capacité du secteur à se mobiliser et poursuivre ses actions.

Marie-Béatrice Levaux, présidente de la Stratégie sectorielle de la Fepem : « *Il est devenu urgent de porter un discours clair sur l'immigration de travail, pour faire émerger la cohésion sociale du futur : il ne peut pas y avoir d'immigration sans intégration. Il faut pour cela un débat apaisé que nous appelons de nos vœux.* »

Stéphane Fustec, vice-président (CGT) du Conseil national paritaire du dialogue social : « *Les partenaires sociaux de la branche sont unanimes sur cette vision de l'intégration réussie*

par le travail, car nous croyons à cette démarche inclusive et nous sommes très enthousiastes à l'idée d'étendre les expérimentations des « Lab migration » sur l'ensemble du territoire d'ici 2026. »

[Vous trouverez ICI le document de référence de la conférence de consensus](#)

Contact presse :

Jean du Passage – 06.58.21.78.35 – jdupassage@fepem.fr